



Une réponse mondiale à la privatisation et à la commercialisation de l'éducation

Par Jean Trudelle, enseignant au Collège Ahuntsic, ex-président de la FNEEQ (2009-2012)

L'école privée à but lucratif : la course au profit

« Une réponse mondiale à la privatisation et à la commercialisation de l'éducation » : tel était le titre d'une importante séance de travail, tenue le 23 juillet dans le cadre du 7^e Congrès de l'IE. Suivie par un nombre imposant de personnes déléguées très attentives, cette session a permis surtout la sensibilisation des participantes et des participants à une nouvelle forme de marchandisation de l'éducation: les écoles privées à faible coût.

Un premier tour d'horizon, riche et complet, a été exposé sur cette nouvelle réalité par Prachi Srivastava, professeure agrégée à l'Université d'Ottawa, qui a fait de ce sujet son principal objet de recherche.

Prenant prétexte de l'incapacité de plusieurs gouvernements à rejoindre effectivement tous les enfants par l'école publique, des multinationales de l'éducation, dont la soif de profit est insatiable, ont en effet mis sur pied dans de nombreux pays des réseaux d'écoles privées à «coût modique» s'adressant aux populations pauvres. Plusieurs pays africains figurent dans leur ligne de mire.

L'expression «à coût modique» est toute relative, et vaut seulement en comparaison des frais exigés en général par les écoles privées traditionnelles. En fait, ces « coûts modiques » peuvent représenter de 8 % à 60 % du salaire moyen d'un ouvrier!

Jouant ainsi sur le désir légitime des parents de donner un peu d'avenir à leurs enfants et rognant, on s'en doute, sur l'ensemble des conditions d'enseignement, ces nouvelles écoles, apparues il y a une douzaine d'années et parfois subventionnées en partie par les deniers publics, représentent une autre manière de réaliser des profits avec le marché de l'éducation.

La session de travail a été complétée par des exposés de l'état d'avancement de l'implantation des écoles à coût modique au Kenya, aux Philippines et au Brésil, ainsi que par le compte-rendu d'une première action politique lancée par un syndicat américain contre la multinationale Pearson, un gros joueur dans le domaine.